Trèves : finances de la commune

Commune · Gard (30) · 110 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Trèves affichait un encours de dette de 508 k€, soit 4 620 € par habitant, une épargne brute égale à 12 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 12 ans.

Dette par habitant
4 620 €
508 k€ au total

Capacité de désendettement
12 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
12 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
2 834 € / hab.
312 k€ au total

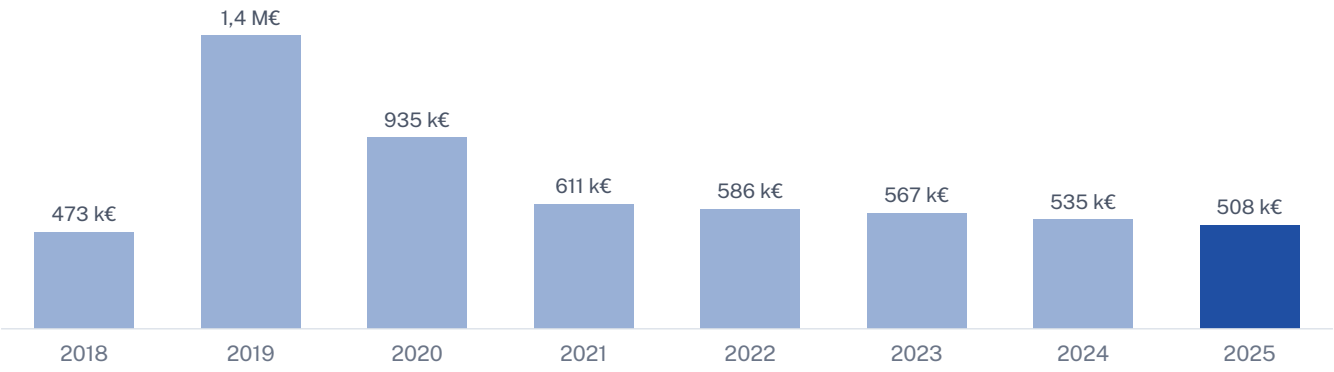
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	2 834 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	54,2 %	1 535 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	12 %	385 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	4 620 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	477 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	920 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 473 k€ en 2018 à 508 k€ en 2025 (+7,4 %). Valeur la plus haute : 1,4 M€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	473 k€	14,4 %	10,3 ans	256 k€
2019	1,4 M€	6,1 %	54,2 ans	811 k€
2020	935 k€	14,8 %	13,9 ans	231 k€
2021	611 k€	13,8 %	11,5 ans	90 k€
2022	586 k€	30,1 %	4,4 ans	46 k€
2023	567 k€	17,8 %	9,1 ans	70 k€
2024	535 k€	15,8 %	8,9 ans	35 k€
2025	508 k€	12 %	12 ans	52 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Trèves	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	4 620 €	277 €	+1 565,4 %
Impôts locaux par habitant	920 €	316 €	+191,2 %
Frais de personnel par habitant	1 535 €	77 €	+1 894,4 %
Investissement par habitant	477 €	218 €	+118,3 %
Taux d'épargne brute	12 %	31,1 %	
Capacité de désendettement	12 ans	1,3 ans	

Jumelles : Supt (39), Crasville (27), Belvoir (25), Crosey-le-Petit (25), Catonvielle (32), Beaunay (51), Boussenois (21), Landricourt (02), Ventouse (16), Cabanac-Cazaux (31). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	138	110	−20,3 %	+2,5 %
Dette par habitant	10 401 €	4 620 €	−55,6 %	−20,7 %
Impôts locaux par habitant	584 €	920 €	+57,4 %	+27,8 %
Frais de personnel par habitant	1 033 €	1 535 €	+48,7 %	+18,4 %
Taux d'épargne brute	6,1 %	12 %	+5,8 points	−3,7 points
Capacité de désendettement	54,2 ans	12 ans	−42,2 ans	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		4 351 €		2 068 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Trèves	Comparaison
Habitants (2023)	116	−2,5 % depuis 2012 (département : +6,2 %)
65 ans ou plus (2023)	24,1 %	département : 24,6 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	8,6 pour 100 habitants	département : 7,7
Salariés du secteur privé (2025)	4	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	26	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

50 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 30 emplois, soit 60 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	10,6 %	1,6 %	1,3 %	17,2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	10,6 %	9,8 %	6,6 %	17,2 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10,6 %	14,4 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	0 %	27,4 %	26,4 %	0 %
Employés	48,9 %	28,3 %	26,1 %	48,3 %
Ouvriers	19,1 %	18,5 %	19,5 %	17,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Gard (30)

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	5 700	2 %
Aides-soignants	5 520	1,9 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	4 580	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	4 510	1,6 %
Infirmiers en soins généraux salariés	4 480	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	4 370	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	4 150	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	3 800	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	3 620	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	3 470	1,2 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	3 330	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	2 810	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Gard (30)) : 22 290 au moins, dont 34,1 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	2 120	20,7 %
Viticulteurs, arboriculteurs	1 326	7,2 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 317	22,6 %
Serveurs de cafés restaurants	1 177	28,1 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	963	65,6 %
Employés de l'hôtellerie	817	45,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	610	26,6 %
Personnels de ménage chez des particuliers	516	35,1 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	493	34,5 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	486	3,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Trèves
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	244 k€ pour 6 projets
Par habitant	2 220 € (communes de même taille : 260 € ; département : 199 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	11,5 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	1 890 € pour 1 aide

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DSIL	Renovation batiments communaux	49 104 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.